

Union pour la Méditerranée

De nouvelles ambitions pour les échanges euro-méditerranéens

Les ministres des Affaires étrangères des pays membres du processus de Barcelone « Union pour la Méditerranée » ont adopté en novembre 2008 la définition d'une gouvernance, s'agissant de mettre en œuvre des projets concrets de part et d'autre des deux rives méditerranéennes. L'agriculture, et notamment les filières fruits et légumes, occupent une place stratégique. Mais c'est ce qui laisse craindre, aussi, une généralisation du libre-échange et son lot de conséquences pour les productions.



Mabrouk Bahri, président de l'Union tunisienne de l'agriculture et de la pêche, et Xavier Beulin, représentant ici le point de vue du syndicalisme majoritaire, tous deux volontaires pour « concrétiser des projets » de part et d'autre de la Méditerranée.

■ **Le bassin méditerranéen représenté, pour les filières fruits et légumes, pas moins de 20 % de la production de fruits et 15 % de la production mondiale de légumes.** L'ouverture des échanges et des frontières de l'Europe dans le cadre du projet d'Union pour la Méditerranée représente à la fois une multitude d'opportunités de partenariats (voir également notre encadré) mais soulève aussi bien des interrogations, certains professionnels

dénonçant dans ce processus de libéralisation des échanges, un danger accru de concurrence pour les productions fruitières et légumières.

« En Tunisie, notre agriculture participe à hauteur de 13 % du PIB et 10 % à l'export avec des produits comme les dattes, les olives ou l'huile d'olive, indique Mabrouk Bahri, président de l'Union tunisienne de l'agriculture et de la pêche. La Tunisie soutient ce projet d'Union pour la

Méditerranée, d'une part du fait de notre positionnement géographique proche mais aussi parce que notre pays fait preuve d'une stabilité politique et sociale. Notre législation fiscale est motivante, avec des structures adaptées pour divers partenariats et investissements », promet-il.

Nouer des partenariats

L'initiative « 5+5 = 32 » (5 pays sud-méditerranéens et 5 pays du nord-UE ►

► que sont le Portugal, la France, l'Italie, l'Espagne et la Grèce/Chypre, pour une Europe élargie à 32) est « un concept que les économistes avaient déjà imaginé. C'est en créant des partenariats que nous pourrions mieux nous connaître et démystifier nos relations », plaide Xavier Beulin, représentant ici la voix du syndicalisme majoritaire. « Nos objectifs sont d'accroître la valeur ajoutée des produits du sud de la grande Europe. N'aller que vers l'Est serait une erreur. Construisons avec le sud de l'Europe, ensemble, des projets qui se concrétisent », poursuit Mabrouk Bahri dans ce sens.

Une vision qui laisse encore perplexes certains professionnels français, comme Pierre Diot, producteur de tomates

et président de l'AOP tomate-concombre : « Le marché national fait appel aux importations et en tomate, nous avons déjà des accords historiques avec le Maroc. Mais dans la pratique des choses, les téléscopages de calendrier sont inévitables. Elargir notre marché revient à laisser entrer des volumes supplémentaires. Aujourd'hui, les producteurs français essaient de maîtriser leur rentabilité. Les marchés sont fragiles. Les cours peuvent s'effondrer. Tous les ans, on constate des crises de plus en plus sévères. Nous devons absolument nous inscrire dans une logique de complémentarité. Un bon accord, c'est un accord où tout le monde s'y retrouve. »

« C'est vrai que nous sommes sur des marchés très tendus, où les coûts

de revient en France sont plus élevés que dans les pays du sud de la Méditerranée, d'où des différences de prix. Mais je pense, justement, qu'instaurer le dialogue et des échanges avec nos concurrents d'aujourd'hui permettront de mieux appréhender le marché de demain », tempère Jean-Pierre Bourquin, producteur en OP et président du BRM.

Tout est à construire

Les projets sont pour l'instant limités mais ils commencent à se développer. C'est dans le secteur des oléoprotéagineux, cher à Xavier Beulin, que les échanges sont certainement les plus avancés à ce jour. Mabrouk Bahri estime pour sa part qu'il y a fort à faire dans les secteurs de la sélection génétique et de l'emballage. Au niveau des productions, « nous avons un projet de partenariat sur les tomates séchées avec l'Italie, car le marché est très demandeur sur ce produit » donne-t-il pour exemple.

« Libéraliser les échanges agricoles et alimentaires, ce n'est pas la solution. En revanche, un grand sous-ensemble constitué de pays européens et de la Méditerranée nous paraît cohérent. Cette somme de pays représente pas moins de 800 millions d'habitants ! Il serait bon de développer des projets dans la formation des agriculteurs, la réglementation (normes sanitaires), la gestion des ressources en eau, avec une vision globale, plus systémique. La question de l'emploi est essentielle. Et peut-être serons-nous amenés à gérer des flux du Nord vers le Sud, insiste Xavier Beulin, qui va encore plus loin : au fond, nous sommes demandeurs d'une durabilité stable, constante, et d'une synergie entre nos productions, qu'elles deviennent complémentaires. On a aussi l'exemple d'entreprises françaises qui investissent au Sud. Au Moyen-Orient, nous avons des marchés importants. Pourquoi se couper du Sud vers le Nord ? »

Le débat, en vérité, ne s'arrête pas là. Pour les producteurs du sud de la Méditerranée, la question de l'auto-suffisance alimentaire dans ces propres pays est aussi un enjeu stratégique fort, alors que leurs productions fruitières et légumières sont pour l'instant essentiellement destinées à l'exportation. Travailler au développement d'organisations plus collectives de producteurs permettrait à ces derniers d'avoir plus de prise sur le marché. Une piste de plus à creuser.

F. Rabut

Union pour la Méditerranée

DÉVELOPPER UNE GESTION PLUS « PARTENARIALE »

La partie agricole du processus d'Union pour la Méditerranée a fait l'objet de déclarations début novembre 2008 entre les ministres des Affaires étrangères européens, qui ont abouti à un « accord global concrétisant l'ambition d'un partenariat renforcé autour de la Méditerranée ». Les principes fondateurs avaient été arrêtés lors du Sommet de Paris en juillet 2008 entre les chefs d'États des différents pays représentés. Les grandes lignes sont consultables sur le site Internet du ministère des Affaires étrangères et européennes.

Fin 2008, la gouvernance du processus a donc été précisée et le programme de travail de l'Union pour la Méditerranée a été arrêté. Les réunions prévues cette année doivent permettre de mettre en œuvre des projets concrets à caractère régional sur plusieurs domaines jugés prioritaires, et dans le sens d'une « gestion plus partenariale et plus équilibrée de la coopération autour de la Méditerranée ».

Medfel 2009

BIENTÔT LA PREMIÈRE ÉDITION DU SALON INTERNATIONAL D'AFFAIRES DE L'EUROMÉDITERRANÉE



Dans un contexte de renforcement des relations euro-méditerranéennes, le Forum Europêch emboîte le pas pour évoluer vers un événement professionnel de dimension internationale, fédérant l'ensemble des acteurs des filières fruits et légumes du bassin méditerranéen : Medfel 2009. Cette 1^{ère} édition ouvrira ses portes à Perpignan du 28 au 30 avril prochain¹.

Le Maroc, invité d'honneur de cette 1^{ère} édition, réunira sur un pavillon de plus de 200 m² les 15 plus importants producteurs/exportateurs de fruits et légumes marocains et accueillera dès l'ouverture une importante délégation ministérielle pour l'inauguration du salon.

L'Algérie, la Tunisie, l'Égypte, le Liban et la Grèce confirment également leur présence avec l'inscription pour chacun d'entre eux, des acteurs majeurs de la filière.

Pour l'Espagne, les producteurs de Catalogne et de la région de Valence sont parmi les premiers inscrits (10 producteurs) et pour l'Italie, un accord annonce la participation d'un pavillon de la région piémontaise et apulienne.

La France comptait à la mi-février 100 inscrits, avec 85 producteurs des régions sud et 15 transporteurs et logisticiens du froid et du frais.

Côté visiteurs, 8 000 acheteurs français et internationaux sont attendus, dont 15 délégations européennes représentant 150 acheteurs majeurs de la grande distribution et d'importateurs d'une vingtaine de pays (Allemagne, Angleterre, Autriche, Benelux, Estonie, Grèce, Hongrie, Irlande, Lettonie, Lituanie, les Pays Scandinaves, Pologne, Portugal, République Tchèque, Russie, Slovaquie et la Suisse). Sans oublier le programme de conférences dans le cadre du Forum international Européen, avec cette année une large place accordée aux débats autour du projet d'Union pour la Méditerranée, ainsi que la traditionnelle annonce des prévisions de récolte de fruits d'été.

(1) Plus de renseignements sur www.medfel.com